

Chambre des Représentants.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION.

SESSION DE 1892-1893.

XXXIII.

Propositions relatives à la revision de la Constitution (¹).

Bruxelles, le 31 décembre 1892.

*A Monsieur le Président de la Commission de la Chambre des Représentants
pour la revision de la Constitution.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Après avoir entendu les discussions auxquelles la commission de la Chambre et celle du Sénat se sont livrées au sujet de la revision constitutionnelle, le Gouvernement avait à rechercher et à signaler les formules qui lui paraissaient le plus susceptibles d'obtenir la majorité nécessaire. C'est l'objet des propositions ci-contre, que j'ai l'honneur de vous prier de soumettre à la commission.

Elles s'écartent en divers points de nos vues personnelles, mais, comme j'avais l'honneur de vous l'écrire au mois de mars 1891, la tâche importante et difficile de la revision de la Constitution ne peut être menée à bonne fin que moyennant un sincère esprit de conciliation, et c'est au Gouvernement à en donner l'exemple.

Droit électoral. — On sait que le Gouvernement est d'avis que les bases du droit électoral doivent être fixées par la Constitution. Ce n'est pas à dire qu'on doive les tenir comme immuables.

(¹) Ce document remplace le n° 46^{xxxiii} qui a été distribué antérieurement; il conserve le numérotage ancien des articles de la Constitution, et fait figurer, à titre additionnel, les articles nouveaux.

Mais lorsque l'opinion publique semble exiger quelque changement de régime, il est bon qu'il ne soit statué que par des assemblées élues pour cet objet par le corps électoral spécialement consulté. La dissolution prescrite pour ce cas par la Constitution est bien moins un obstacle qu'une garantie pour la nation.

Nous estimons, d'autre part, qu'il convient que la Constitution laisse à la loi électorale une certaine latitude et lui abandonne le règlement des questions secondaires, dût la solution qu'elles reçoivent exercer de l'influence sur le nombre des électeurs.

Il n'est aucun système électoral qui accorde le droit de suffrage à tous; il n'en est aucun qui n'impose certaines conditions ou n'exige certaines garanties. Il n'y a de différence que quant au nombre des exclus.

Pour admettre un droit de suffrage très général, d'après l'une des formules que l'on qualifie de suffrage universel, il faudrait que l'accord pût s'établir quant à la différence de la valeur à accorder aux votes, d'après la valeur personnelle ou d'après la situation sociale de ceux qui seraient appelés à les émettre.

Cette idée juste se trouve au fond de plusieurs des systèmes proposés et défendus en commission, mais il semble impossible de trouver une formule qui réunirait actuellement les majorités nécessaires.

Il faut donc, tout en étendant considérablement le corps électoral, exiger un minimum de garanties; et nous estimons qu'il convient de les demander soit à un certain degré d'indépendance, soit à un minimum de connaissances. Il y aurait deux bases différentes: d'une part, une aisance relative constatée soit par une petite propriété, soit, pour ce qui concerne le principal occupant, par une demeure suffisante; de l'autre, une certaine capacité établie soit par un diplôme d'enseignement supérieur ou un certificat d'humanités, soit par un examen dont le minimum pourrait se réduire à des connaissances élémentaires.

Il y a bien peu de temps, le parti progressiste lui-même n'entendait accorder le droit électoral qu'à ceux qui savent lire et écrire. La loi électorale pourrait ne pas exiger beaucoup plus, et en même temps de nombreux citoyens seraient appelés à l'électorat, sans avoir à faire aucune justification d'instruction. La formule proposée quant à l'habitation assurerait le droit de vote pour ainsi dire à tout chef de famille non indigent, et la suppression du cens rendrait impossibles les manœuvres législatives ou autres qui permettent aujourd'hui d'augmenter ou de diminuer le nombre des électeurs.

Rien de plus essentiel que de mettre notre nouveau régime électoral, quel qu'il soit, à l'abri de la fraude. Ce serait à la loi à y pourvoir par la détermination tant des règles d'après lesquelles la valeur des propriétés et des habitations serait fixée suivant un rapport à établir périodiquement entre le revenu cadastral et le résultat moyen des ventes publiques — que des conditions fixées d'avance, dans lesquelles se répartirait le revenu cadastral pour les habitations divisément occupées, et des règles à suivre pour la détermination des agglomérations.

Ainsi seraient évitées des manœuvres aujourd'hui trop fréquentes et les contestations qui encombrant le rôle des cours d'appel.

La valeur des habitations, qui fait présumer que l'occupant jouit d'une indépendance suffisante, doit nécessairement varier d'après l'importance des localités, puisque ces valeurs y sont fort différentes et que, dans les villes, la part du revenu qu'il faut consacrer au logement est relativement plus considérable. Pour ce qui concerne les habitations rurales, il eût été rationnel de tenir additionnellement compte de l'importance et de la valeur de la terre qui en dépend, puisque, pour le cultivateur, c'est là le gagne-pain, l'atelier, l'établi.

En proposant de n'en rien faire et en abaissant les différences de valeur pour les habitations des villes et des campagnes à des chiffres inférieurs à ceux qui seraient résultés de la généralisation du cens communal actuel, le Gouvernement donne une marque non équivoque de son vif désir de voir l'entente s'établir entre les partis.

Deux grandes innovations préoccupent beaucoup de bons esprits, surtout depuis ces derniers lemps. D'après l'une, la représentation nationale n'appartiendrait plus exclusivement aux majorités; d'après l'autre, les électeurs seraient répartis en collèges électoraux, non plus suivant le hasard de l'habitation, mais d'après les groupes sociaux auxquels ils appartiennent et les intérêts qui en résultent.

Le Gouvernement estime qu'il convient que la Constitution ne fasse obstacle ni à l'une, ni à l'autre réforme, et c'est la raison des modifications de texte proposées aux articles 48 et 54.

Nous demandons, au contraire, que la Constitution elle-même décide l'obligation du vote et, comme corollaire, le vote à la commune, sauf exception législative pour les localités de trop peu d'importance.

Le devoir électoral constitue une fonction; c'est dans l'intérêt de la société qu'on le remplit, et il ne doit pas plus être permis de s'abstenir, en semblable matière, que quand il s'agit du service militaire, de la participation à la distribution de la justice, etc.

L'article 52 met l'indemnité des membres de la Chambre des représentants en rapport avec notre système monétaire, et la fixe à un chiffre invariable pour chaque année. Il paraît rationnel de n'allouer qu'une indemnité réduite à moitié aux députés qui habitent la ville où se tient la session, et ses faubourgs. — La loi pourra accorder, en outre, sur les chemins de fer de l'État, telle franchise qui semblera convenir.

Sénat. — La majorité des membres des deux commissions s'est prononcée en faveur de l'unité du corps électoral, sauf quant à l'âge des électeurs, qui serait relevé pour le Sénat. Le Gouvernement se range à cet avis et propose de fixer à 35 ans l'âge de l'électorat pour le Sénat, de même que celui de l'éligibilité.

Les conditions actuelles dont dépend celle-ci seraient d'ailleurs élargies et par l'abaissement des conditions de fortune aujourd'hui exigées, et par l'établissement de nouvelles catégories d'éligibles, désignés en raison des hautes fonctions et situations qu'ils remplissent ou ont remplies. — Contrairement à l'avis des deux commissions, le Gouvernement estime qu'il est préférable d'abandonner à la loi la détermination de ces fonctions et situations.

ART. 1 et 4^{bis}. — Le texte actuel n'est modifié que par la suppression, inutile à justifier, de la mention des relations du Luxembourg avec la Confédération germanique.

Il a paru préférable de consacrer un article spécial à l'acquisition éventuelle de colonies.

L'article 56 exprime la proposition de M. de Hemptinne à laquelle le Gouvernement s'était rallié, et qui a reçu bon accueil de la Législature.

L'article 58 étend à tous les Princes belges le droit de siéger au Sénat, que la Constitution ne confère qu'au seul héritier présomptif.

ART. 60. — Les Princes que leur naissance appelle à la Couronne ont, à raison même de ce droit, des devoirs spéciaux envers le pays. Leur mariage peut avoir, à divers points de vue, des conséquences politiques. Il semble donc juste qu'à n'importe quel âge ils aient à obtenir le consentement de leur père et l'agrément du Chef de la Famille royale.

Enfin, l'article 61 ne fait que dissiper une équivoque à propos de laquelle il ne peut y avoir de doute dans l'esprit de personne.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

A. BEERNAERT.



PROPOSITIONS.

ARTICLE PREMIER.

La Belgique est divisée en neuf provinces : Anvers, le Brabant, la Flandre occidentale, la Flandre orientale, le Hainaut, Liège, le Limbourg, le Luxembourg et Namur.

Il appartient à la loi de diviser, s'il y a lieu, le territoire en un plus grand nombre de provinces.

ART. 4^{bi}.

Les colonies ou possessions d'outre-mer que la Belgique pourrait acquérir seraient régies par des lois particulières.

ART. 36.

Le membre de l'une des deux Chambres nommé par le Gouvernement à toute autre fonction salariée que celle de Ministre, et qui l'accepte, cesse immédiatement de siéger et ne reprend ses fonctions qu'en vertu d'une nouvelle élection.

ART. 47.

Les députés à la Chambre des représentants sont élus directement par les citoyens âgés de 25 ans accomplis et domiciliés depuis un an au moins dans la même commune ou dans la même agglomération, auxquels la loi électorale attribue le droit de vote.

Le vote est obligatoire. Il a lieu à la commune, sauf les exceptions à déterminer par la loi.

ART. 47^{bis}.

Peuvent seuls être admis à faire partie du corps électoral :

- 1° Les propriétaires d'immeubles d'une valeur d'au moins 2,000 francs ;
- 2° Ceux qui habitent, depuis un an au moins, en qualité de principal occupant, une maison ou partie de maison de la valeur à déterminer par la loi, et qui ne pourra être :

— Inférieure à 2,400 francs ni supérieure à 4,800 francs dans les agglomérations de plus de 20,000 âmes.

— Inférieure à 1,800 francs ni supérieure à 3,600 francs dans les agglomérations de 5,000 à 20,000 âmes.

— Inférieure à 1,200 francs ni supérieure à 2,400 francs dans les autres cas ;

3^o Les porteurs d'un diplôme d'enseignement supérieur ou d'un certificat homologué de fréquentation d'un cours complet d'humanités, sans distinction entre les établissements publics ou privés ;

4^o Ceux qui, après leur majorité, subissent avec succès un examen à régler par la loi et portant au moins sur la lecture, l'écriture et l'arithmétique élémentaire.

La loi règle le mode d'établissement de la valeur des propriétés et des habitations sur la base du revenu cadastral, la subdivision de la valeur pour les habitations divisément occupées et la détermination des agglomérations.

ART. 48.

Les élections se font par telles divisions que la loi détermine.

ART. 52.

Les membres de la Chambre des représentants jouissent d'une indemnité annuelle de 4,000 francs, quelle que soit la durée de la session. Cette indemnité est réduite à moitié pour ceux qui habitent la ville où se tient la session, et ses faubourgs.

ART. 53.

Le Sénat est élu par les mêmes électeurs que la Chambre des représentants, mais ils doivent être âgés de 35 ans accomplis.

Le vote est obligatoire. Il a lieu à la commune, sauf les exceptions à déterminer par la loi.

ART. 54.

Le Sénat se compose d'un nombre de membres égal à la moitié au moins et au deux tiers au plus du nombre des députés de l'autre Chambre.

ART. 56.

Pour être éligible au Sénat, il faut :

1^o Être Belge ;

2^o Être domicilié en Belgique ;

- 3° Être âgé d'au moins 35 ans ;
- 4° Jouir de tous ses droits politiques et civils ;
- 5° Avoir occupé certaines hautes fonctions ou situations déterminées par la loi, ou être propriétaire d'immeubles situés en Belgique et d'une valeur d'au moins 500,000 francs.

Seront en outre éligibles dans chaque province les citoyens de la province les plus imposés, dans la proportion de 1 sur 4,000 habitants.

ART. 58.

A l'âge de 18 ans, l'héritier présomptif du Roi et les autres princes belges de la Famille royale sont de droit sénateurs. Ils n'ont voix délibérative qu'à l'âge de 25 ans.

ART. 60.

Toutefois, le Prince qui se serait marié sans le consentement de son père et du Chef de la Famille royale, serait déchu de ses droits à la Couronne.

ART. 61.

A défaut de descendance masculine de Sa Majesté Léopold-Georges-Chrétien-Frédéric de Saxe Cobourg, le Roi pourra nommer, etc.

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

COMMISSIE TOT HERZIENING DER GRONDWET.

ZITTYD VAN 1892-1893.

XXXIII.

Voorstellen betreffende de herziening der Grondwet ⁽¹⁾.

Brussel, 31 December 1892.

*Den Heere Voorzitter van de Commissie der Kamer van
Volksvertegenwoordigers tot herziening der Grondwet.*

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Na de beraadslagingen over de grondwetsherziening gehoord te hebben, welke in de Commissie der Kamer alsmede in die van den Senaat plaats hadden, was het de plicht der Regeering de formules op te sporen en aan te duiden die haar het meest in staat scheenen de noodige meerderheid te verwerven. Daertoe strekken de hierachterstaande voorstellen, welke ik de eer heb u te verzoeken aan de Commissie te onderwerpen.

In de verschillende punten wijken zij af van onze persoonlijke zienswijze, maar zooals ik de eer had u in de maand Maart 1871 te schrijven, de gewichtige en moeilijke taak der herziening van de Grondwet kan maar eenen goeden uitslag opleveren mits eenen oprechten geest van verzoening, en daarvan moet de Regeering het voorbeeld geven.

Kiesrecht. — Zooals men weet, is de Regeering van oordeel dat de grondslagen van het kiesrecht door de Grondwet moeten bepaald worden. Dit zegt niet dat men die grondslagen als onveranderlijk moet aannemen.

⁽¹⁾ Dit stuk vervangt het vroeger uitgedeeld nummer 46^{xxxiii}; het behoudt de vroegere numeroting der artikelen van de Grondwet en doet de nieuwe artikelen, ten bijkomenden titel, voorkomen.

Maar als de openbare denkwijze eenige verandering van stelsel schijnt te eischen, is het raadzaam dat er slechts uitspraak gedaan worde door vergaderingen die daertoe werden aangesteld door het opzettelijk daarover geraadpleegde kiezerskorps. De ontbinding der Kamers, in dat geval door de Grondwet voorgeschreven, is veel minder een hinderpaal dan een waarborg voor het volk.

Van eenen anderen kant denken wij dat de Grondwet aan de kieswet zekere vrijheid moet overlaten en aan haar de zorg dient op te dragen om vraagstukken van bijkomenden aard te regelen, zelfs al moest de oplossing die men er aan geeft zekeren invloed op het getal kiezers hebben.

In geen enkel kiesstelsel wordt het stemrecht aan allen toevertrouwd; alle stelsels leggen zekere voorwaarden op of eischen zekere waarborgen. Er bestaat alleen verschil omtrent het getal der uitgesloten.

Om een zeer algemeen stemrecht aan te nemen, volgens eene der formules welke men algemeen stemrecht noemt, zou men het eens moeten kunnen worden over het verschil van waarde, aan de uitgebrachte stemmen toe te kennen, volgens de persoonlijke waarde of den maatschappelijken stand van hen die geroepen zouden worden die stemmen uit te brengen.

Dat rechtvaardig denkbeeld vindt men in den grond van verschillende der aangeboden en in de Commissie verdedigde stelsels, maar het schijnt onmogelijk eene formule te vinden die thans de noodige meerderheid erlangen zou.

Derhalve moet men, het kiezerskorps aanzienlijk uitbreidende, een minimum van waarborg eischen; en we zijn van oordeel dat men dien waarborg behoort te vragen aan zekeren graad van onafhankelijkheid of wel aan een minimum van kundigheden.

Er zouden twee verschillende grondslagen wezen: van den eenen kant een betrekkelijke welstand, blijkende hetzij uit een klein eigendom, hetzij — wat den voornaamsten bewoner betreft, — uit eene voldoende woning; van den anderen kant, zekere bekwaamheid, vastgesteld door een diploma van hooger onderwijs of een getuigschrift vaststellende dat men zijne humaniora deed, zooniet een examen, waarvan het minimum zou kunnen beperkt worden tot de kennis van de eerste beginselen.

Nog niet lang geleden, wilde zelfs de vooruitstrevende partij het kiesrecht maar toekennen aan personen die kunnen lezen en schrijven.

De kieswet zou wellicht niet veel meer moeten eischen, en aldus zouden talrijke burgers het kiesrecht kunnen uitoefenen, zonder het bewijs van hoe genaamd welk onderricht te moeten leveren. De voorgestelde formule betreffende de bewoning zou als 't ware het stemrecht verzekeren aan ieder niet behoeftig familiehoofd, en de afschaffing van den cijns zou alle verkeerde handelingen van wetgevers of anderen aard verijdelen, waardoor men thans het getal kiezers vermeederen of verminderen kan.

Niets is noodzakelijker dan ons nieuw kiesstelsel, wat het ook wezen moge, tegen bedrog te vrijwaren. Daarin zou de wet moeten voorzien door het bepalen zoowel van de regelen bij welke de waarde van eigendommen en woningen vastgesteld zou worden volgens eene verhouding, die men op gezette tijden zou berekenen, tusschen het kadastraal inkomen en de gemiddelde opbrengst van openbare verkooping, als van de op voorhand

bepaalde voorwaarden waarin het kadastraal inkomen, voor de bij verschillende gedeelten bewoonde eigendommen, verdeeld zou worden, en van de te volgen regelen voor de bepaling der omkringen (agglomérations).

Aldus zou men de thans al te talrijke kuiperijen en betwistingen vermijden die het werk der hoven van beroep zoo verzwaren.

De waarde der woningen die vermoeden doet dat de bewoner voldoende onafhankelijkheid geniet moet noodzakelijk verschillen volgens het belang der gemeenten, vermits die waarden daar zeer uiteenlopend zijn en in de steden het gedeelte van het inkomen dat men aan huisvesting geven moet, betrekkelijk veel aanzienlijker is. Voor de landelijke woningen ware het redematig geweest op bijkomende wijze rekening te houden met de belangrijkheid en de waarde van den daarvan afhangenden grond, aangezien dat daarin voor den landbouwer de broodwinning, de eigenlijke werkplaats gelegen is.

Wanneer de Regeering voorstelt zulks niet te doen, en wanneer zij het verschil van waarde tusschen de woningen in stad en ten plattelande vermindert tot lagere cijfers dan die welke zouden voortgesproten zijn uit de algemeenmaking van den tegenwoordigen cijns voor de gemeenteverkiezingen, levert zij het onbetwistbare blijk van haren oprechten wensch om de verstandhouding tusschen de partijen te verwezenlijken.

Voor al in te laatste tijden, hebben vele weldenkende lieden zich om twee nieuwigheden bekommerd. Ten eerste, de volksvertegenwoordiging zou niet meer uitsluitend aan de meerderheid behooren; ten andere, zouden de kiezers verdeeld worden in kiescolleges, niet meer volgens het toeval der woning, maar volgens de maatschappelijke groepen waartoe zij behooren en de belangen die daaruit voortvloeien.

De Regeering is van oordeel dat de Grondwet noch de eene noch de andere hervorming belemmeren mag, en dat is dan ook de reden der voorgestelde wijzigingen aan den tekst van artikelen 48 en 54.

Integendeel vragen wij dat de Grondwet zelve de stemming verplichtend make, en, als een gevolg daarvan, de stemming in de gemeente, behoudens wettige uitzondering voor al te onbeduidende gemeenten.

Kiesplicht is een ambt; men vervult het in 't belang der samenleving, en het mag niet meer veroorloofd zijn zich daarvan te onthouden dan wanneer het den krijgsdienst, de deelneming aan rechtsbedeeling, enz., betreft.

Artikel 52 brengt de vergelding toegekend aan de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers overeen met ons muntstelsel en bepaalt het tot een onveranderlijk cijfer voor ieder jaar. Het schijnt redematig enkel de helft der vergoeding te verleen en aan de volksvertegenwoordigers die de stad bewonen of de voorsteden der stad waar de zitting wordt gehouden. Daarenboven zou de wet zulk vrij vervoer kunnen toestaan, als raadzaam zou voorkomen, op de spoorwegen van den Staat.

Senaat. — De meerderheid der leden van beide commissiën heeft zich verklaard ten voordeele van een eenig kiezerskorps, behalve wat betreft den ouderdom der kiezers, welke leeftijd hooger zou wezen voor de senaatsverkiezingen. Die denkwijze deelt de Regeering en zij stelt voor den ouderdom

der kiezer voor den Senaat, alsmede dien voor de verkiesbaarheid, op 35 jaar te bepalen.

De voorwaarden waarvan heden de verkiesbaarheid afhangt, zouden overigens uitgebreid worden, zoowel door de verlaging der thans vereischte voorwaarden van fortuin, als door het instellen van verschillende nieuwe klassen verkiesbaren, aangeduid uithoofde der hooge betrekkingen of maatschappelijke standen die zij bekleeden of bekleed hebben. In strijd met het gevoelen van beide commissiën, acht de Regeering verkieslijk aan de wet het bepalen die ambten en standen over te laten.

ARTIKEL 1 EN 4^{bis}. — De thans bestaande tekst wordt maar gewijzigd door de onnoodig te rechtvaardigen weglating der vermelding van de betrekkingen van Luxemburg met den Duitschen Bond.

Het scheen ons beter een bijzonder artikel te maken voor het mogelijk aanwerven van koloniën.

ARTIKEL 36 drukt het voorstel uit van den heer de Hemptinne, waarbij de Regeering zich heeft aangesloten en dat door de Wetgeving gunstig werd bejegend.

ARTIKEL 58 geeft aan al de belgische Prinsen het recht om in den Senaat zitting te hebben, welk recht de Grondwet thans alleen aan den vermoedelyken troonopvolger toekent.

ARTIKEL 60. — De Prinsen, die door hunne geboorte voor de Kroon zijn bestemd, hebben, uit hoofde van dat recht zelf, bijzondere plichten jegens het land te vervullen. Hun huwelijk kan, in meer dan een opzicht, staatkundige gevolgen te weeg brengen. Derhalve schijnt het billijk dat zij onverschillig op welken ouderdom, de toestemming moeten verkrijgen van hunnen vader en de instemming van het hoofd der Koninklijke Familie.

Eindelijk, artikel 61 neemt eenvoudig eene dubbelzinnigheid weg, waar omtrent bij niemand twijfel bestaan kan.

Ik verzoek u, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering van mijne hoogachting te aanvaarden.

A. BEERNAERT.



VOORSTELLEN.**ARTIKEL ÉÉN.**

België is verdeeld in negen provinciën : Antwerpen, Brabant, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Henegouw, Luik, Limburg, Luxemburg en Namen.

Het komt aan de wet toe, zoo noodig, het grondgebied in een grooter getal provinciën te verdeelen.

ART. 4^{bis}.

De koloniën of overzeesche bezittingen die België zou kunnen verwerven, zouden door afzonderlijke wetten beheerd worden.

ART. 36.

Hij die, lid zijnde van eene der beide Kamers, door de Regeering tot eenig ander bezoldigd ambt dan dit van Minister genoemd wordt en het aanvaardt, houdt onmiddellijk op deel uit te maken van de vergadering en herneemt zijne bedieningen maar krachtens eene nieuwe verkiezing.

ART. 47.

De afgevaardigden voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers worden rechtstreeks verkozen door de burgers die den ouderdom van 23 jaar bereikt hebben en, sedert ten minste één jaar, hun wettig woonverblijf hebben in dezelve gemeente of in denzelfden omkring (agglomération), aan wie de kiesinrichting het stemrecht toekent.

De stemming is verplichtend. Zij geschiet in de gemeente, behoudens de uitzonderingen door de wet te bepalen.

ART. 47^{bis}.

Kunnen alleen toegelaten worden om deel uit te maken van het kiezerskorps :

1^o De eigenaars van onroerende goederen die eene waarde hebben van ten minste 2,000 frank ;

2° Zij die, sedert ten minste één jaar, in hoedanigheid van voornaamste bewoner, een huis of een gedeelte van een huis bewonen van eene door de wet te bepalen minima-waarde; deze mag niet zijn :

— Beneden de 2,400 frank noch boven de 4,800 frank in de omkringen (agglomérations) bevattende meer dan 20,000 zielen;

— Beneden de 1,800 frank, noch boven de 3,000 frank in de omkringen (agglomérations) bevattende 3,000 tot 20,000 zielen;

— Beneden de 1,200 frank noch boven de 2,400 frank in de andere gevallen;

3° De houders van een diploma van hooger onderwijs of van een naar luid der wet bekrachtigd diploma vaststellende dat men een volledigen leer-gang van humaniora heeft gevolgd, zonder onderscheid tusschen openbare en vrije onderwijsgestichten;

4° Zij die, hunne meerderjarigheid bereikt hebbende, met bijval een door de wet te bepalen examen afleggen, loopende ten minste over het lezen, het schrijven en de eerste beginselen der rekenkunde.

De wet regelt de wijze waarop de waarde der eigendommen en woningen vastgesteld wordt, op grond van het kadastraal inkomen, de onderverdeling van de waarde voor de bij gedeelten bewoonde huizen en de bepaling der omkringen (agglomérations).

ART. 48.

De verkiezingen geschieden bij zoodanige afdeelingen als de wet bepaalt.

ART. 52.

De leden der Kamer van Volksvertegenwoordigers genieten eene jaarlijksche vergelding van 4,000 frank, wat ook de duur van den zittijd zij. Die vergelding wordt de helft gebracht voor hen die de stad bewonen of de voorsteden der stad, waar de Kamer zitting houdt.

ART. 53.

De Senaat wordt verkozen door dezelfde kiezers als de Kamer van Volksvertegenwoordigers, doch zij moeten tot den ouderdom van ten volle 35 jaar gekomen zijn. De stemming is verplichtend. Zij geschiedt in de gemeente, behoudens de uitzonderingen door de wet te bepalen.

ART. 54.

De Senaat is samengesteld uit een getal leden dat gelijk staat met ten minste de helft of ten hoogste de twee derden van 't getal afgevaardigden der andere Kamer.

ART. 56.

Om verkiesbaar te zijn tot den Senaat moet men :

- 1^o Belg zijn ;
- 2^o Zijn wettig woonverblijf in België hebben ;
- 3^o Ten minste 35 jaar oud zijn ;
- 4^o Al zijne politieke en burgerlijke rechten genieten ;
- 5^o Zekere, door de wet te bepalen, hooge betrekkingen waargenomen of maatschappelijke standen bekleed hebben, ofwel eigenaar zijn van onroerende goederen in België gelegen en hebbende eene waarde van ten minste 500,000 frank.

Zullen bovendien in iedere provincie verkiesbaar zijn de hoogst aangeslagenen der provincie, in de verhouding van 1 op 4,000 inwoners.

ART. 58.

Op den ouderdom van 18 jaar zijn de vermoedelijke erfgenaam des Konings en de andere belgische Prinsen der Koninklijke Familie van rechtswege lid van den Senaat. Zij hebben maar beraadslagende stem op den ouderdom van 25 jaar.

ART. 60.

Niettemin zou de Prins, die een huwelijk zou hebben aangegaan zonder de toestemming van zijnen vader en die van het hoofd der Koninklijke Familie, vervallen verklaard zijn van zijne rechten op de Kroon.

ART. 61.

Bij ontstentenis van mannelijke afstammelingen des Konings, mag Hij benoemen, enz.

